

MADE IN GERMANY

Du même auteur

L'entreprise efficace, la seconde vie du taylorisme, Paris, La Découverte, 2000

Le libéralisme n'a pas d'avenir, Paris, La Découverte, 2003

Sommes-nous des paresseux ? ...et 30 autres questions sur la France et les Français, Paris, Le Seuil, 2008

La France d'après. Rebondir après la crise, Paris, Les Petits Matins, 2011

GUILLAUME DUVAL

MADE IN GERMANY

Le modèle allemand au-delà des mythes

ÉDITIONS DU SEUIL

25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-109779-5

© Éditions du Seuil, janvier 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

INTRODUCTION

Un modèle, sans doute, mais lequel ?

Comme tous les pays qui doutent d'eux-mêmes, nous raffolons des « modèles ». Il y eut ainsi la mode du modèle japonais dans les années 1980. Mais le krach du début des années 1990 en a fait passer le goût, même si les mangas sont désormais solidement installés dans notre paysage culturel. Il y eut ensuite, dans les années 1990, un puissant engouement pour le modèle américain, avec ses fonds de pension, sa Silicon Valley et ses startups. Mais Enron et George W. Bush ont calmé les ardeurs françaises et avec les crédits *subprime* et Lehman Brothers, il ne viendra sans doute plus avant longtemps à personne l'idée de copier nos amis américains. Nous avons connu aussi à d'autres moments une mode du modèle danois ou encore néerlandais. Enfin, il y aura sans doute un jour une vogue du modèle chinois, même si le « communisme de marché » reste pour l'instant, et restera sans doute encore un certain temps, peu enviable...

Mais le pays avec lequel nous nous comparons le plus et qui nous sert le plus régulièrement de « modèle », c'est incontestablement l'Allemagne. Depuis que nos voisins ont réussi un *come back* extraordinaire après la Seconde Guerre mondiale et se sont mis à nous damer le pion, tant du côté de l'industrie que de la monnaie, l'envie nous prend à intervalles réguliers de copier les caractéristiques supposées

expliquer les succès de notre grand voisin. Avant la vague actuelle, c'est dans les années 1980 que l'Allemagne nous avait le plus fortement inspiré, au moment où la France avait décidé de tordre définitivement le cou à l'inflation. En 1991, le livre *Capitalisme contre capitalisme* de Michel Albert¹ avait probablement marqué le point culminant de cette fascination.

Mais, à ce moment-là, la tentation était aussi très forte, au sein des élites françaises, de céder plutôt aux charmes du modèle anglo-saxon : c'était la grande époque de Bernard Tapie, et Jacques Chirac se voyait alors comme le Thatcher français. Au début des années 1990, le modèle allemand servait plutôt d'antithèse à ce projet de faire enfin entrer la France dans la « modernité » du capitalisme dérégulé. Michel Albert s'appuyait sur les succès de notre voisin pour prôner un financement de l'économie laissant peu de place aux marchés financiers ou encore donner davantage de pouvoir aux syndicats dans les entreprises et dans la société. Après la récession de 1993, la référence au modèle anglo-saxon s'était cependant imposée. Cette domination a duré une quinzaine d'années et son sommet a été atteint avec la victoire en 2007 de Nicolas Sarkozy, « l'Américain », même si les réalisations n'ont (heureusement) pas été à la hauteur des enthousiasmes de tribune.

Depuis la fin des années 2000, le modèle allemand a fait cependant un retour spectaculaire dans le débat français. Mais, cette fois, la référence prend un sens à peu près diamétralement opposé à celui qu'elle avait il y a vingt ans. Il ne s'agit plus de s'appuyer sur le « modèle allemand » pour

1. Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1991.

défendre un capitalisme mieux régulé, mais, au contraire, de prendre prétexte du prétendu succès des « réformes » anti-sociales menées par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder au début des années 2000 pour justifier la baisse des salaires et le démantèlement de l'État-providence en France et en Europe. C'est le « modèle allemand » qui est désormais censé nous faire avaler ce que la référence au modèle anglo-saxon, démonétisé par les frasques de ses financiers, n'avait pas encore réussi à nous imposer jusqu'à là. L'histoire offre parfois des retournements saisissants...

Mais, en réalité, c'est toujours Michel Albert qui a raison. Les succès de l'économie allemande restent liés surtout à des caractéristiques structurelles qui ont peu à voir avec les réformes tant vantées de Gerhard Schröder : valorisation de l'industrie et système de formation qui ne vise pas simplement à dégager une élite par l'échec des autres, pays décentralisé au territoire assez équilibré, poids déterminant des corps intermédiaires et notamment des syndicats de salariés dans les entreprises et les branches. Pour produire le rebond récent de l'industrie allemande, ces points forts structurels se sont combinés à des facteurs plus conjoncturels, qui ne doivent pas grand-chose non plus à l'ancien chancelier social-démocrate : absence de bulle immobilière liée au début du recul de la population allemande, succès de l'« OPA » sur les pays d'Europe centrale et orientale qui a dopé la compétitivité-coût des produits germaniques et décollage spectaculaire des pays émergents dont la demande est en phase avec les spécialisations traditionnelles du pays dans les biens d'équipements et les voitures de luxe. Il est au contraire probable – c'est en tout cas la thèse de ce livre – que l'action de Gerhard Schröder ait plutôt fragilisé à terme l'économie et la société allemandes en permettant que s'y

répandent la pauvreté et les inégalités et en freinant la modernisation de ses infrastructures collectives.

Mais, évidemment, pour pouvoir s'en rendre compte, encore faut-il connaître *réellement* l'Allemagne, sa société, son économie et son histoire. Or, ce qui est particulièrement frappant dans les débats actuels, c'est de constater combien le « modèle allemand » fait l'objet d'une instrumentalisation propagandiste qui n'a que faire des réalités. Cette mauvaise foi des thuriféraires actuels du « modèle allemand » ne peut cependant fonctionner que parce qu'elle s'appuie sur l'ignorance profonde et probablement croissante des Français au sujet de l'Allemagne. Nos sociétés se sont en réalité plus éloignées que rapprochées au cours des dernières décennies : les Français comme les Allemands qui pratiquent l'autre langue et l'autre culture sont devenus nettement moins nombreux et le baragouinage commun en mauvais anglais ne permet absolument pas de combler cette lacune. C'est la raison pour laquelle, au-delà de l'analyse circonstanciée des politiques menées en Allemagne depuis la réunification, cet ouvrage cherchera aussi à donner au public français des clés de compréhension plus structurelles sur l'économie et de la société allemandes.

Ce qui contribuera, je l'espère, à sortir enfin le débat sur le « modèle allemand » de l'instrumentalisation où veulent l'enfermer ceux qui mènent avec tant d'ardeur le combat en faveur du moins-disant social en France et en Europe.

Le modèle allemand ne date pas de Schröder

Les McDo allemands et français se ressemblent comme deux gouttes d'eau, les magasins de hard-discount Lidl ont envahi nos zones commerciales et les concessions Renault quadrillent le territoire allemand. Pourtant, on change toujours de monde lorsqu'on franchit le pont de l'Europe qui relie Strasbourg à l'Allemagne. Pouvoir au sein de l'entreprise, relations entre les entreprises elles-mêmes, organisation du territoire national, et pas seulement au niveau institutionnel, école et diplômes, rapports hommes-femmes, rapports au reste du monde ou encore rôle de l'État dans l'économie : les profondes différences héritées de l'histoire continuent de marquer de façon déterminante nos sociétés et nos économies. Et elles expliquent beaucoup plus les succès actuels de l'industrie allemande que les réformes de Gerhard Schröder.

1.1. Il n'y a (heureusement) pas de Paris allemand

L'Allemagne, contrairement à la France, est un pays décentralisé dont les territoires n'ont jamais été entravés dans leur développement économique par le poids écrasant d'une capitale qui concentre tous les pouvoirs et tous les moyens.

C'est sans doute un des aspects les plus connus des différences structurelles entre nos deux pays.

Pour autant, ses conséquences ne sont pas toujours correctement appréciées : cette différence ne se résume pas à une simple question d'organisation institutionnelle qu'il suffirait d'ajuster pour corriger les handicaps actuels de l'Hexagone. Le mal est (malheureusement) beaucoup plus profond : le capital humain, culturel, financier, qui est aujourd'hui encore assez équitablement réparti sur tout le territoire allemand, a déserté depuis longtemps nombre de villes et régions françaises. Et il ne suffira(it) pas de donner davantage de pouvoir aux maires ou aux conseils régionaux pour qu'il revienne et nourrisse un développement territorial plus équilibré...

Une unification tardive

L'histoire qui explique cette différence fondamentale entre nos deux pays est connue. Il nous faut cependant la rappeler brièvement. L'Allemagne est un des derniers pays d'Europe à avoir réalisé son unification sous la forme d'un État-nation : la fin de ce processus n'est intervenue qu'en 1871, dix ans après l'unification italienne pourtant elle-même tardive. L'événement eut lieu très symboliquement dans la galerie des Glaces du château de Versailles à l'issue de la guerre victorieuse menée contre la France de Napoléon III par les armées allemandes sous la direction du roi de Prusse Guillaume I^{er} et de son chancelier Otto von Bismarck. Guerre qui se traduisit en particulier par l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne nouvellement créée.

Il n'est évidemment pas indifférent pour la suite des relations compliquées entre nos deux pays que cette unification

ait couronné la victoire militaire sur la France d'un royaume, la Prusse, qui avait pris notre pays comme modèle depuis le XVIII^e siècle. En effet, les rois de Prusse enviaient le faste et la puissance du monarque absolu français tout en étant fascinés également par Voltaire et les Encyclopédistes. Contrairement à la perception qui domine aujourd'hui, l'Allemagne s'est en effet très longtemps sentie « en retard » sur la France, du fait notamment de l'absence d'une bourgeoisie éclairée comme celle qui avait été à l'origine du rayonnement extraordinaire des Lumières à la fin du XVIII^e siècle. D'où un comportement très ambivalent en Allemagne, mêlant admiration et haine, à l'égard de la Révolution française et de son prolongement immédiat, le premier Empire de Napoléon Bonaparte, dont les troupes dévastèrent l'Allemagne à plusieurs reprises au cours de la petite dizaine d'années où elles la tinrent sous leur joug. Une ambivalence illustrée notamment par les géants allemands de la littérature comme Goethe ou Heine.

L'unification allemande fut d'ailleurs largement une réaction à cette humiliation et la victoire de 1871 une revanche sur les guerres napoléoniennes et les quelque 3 millions de morts, dont un nombre indéterminé mais élevé d'Allemands, qu'elles avaient causés dans une Europe qui ne comptait alors que 165 millions d'habitants (y compris la Russie). Cette période est aujourd'hui largement oubliée dans l'Hexagone : les Français se perçoivent au contraire comme les victimes récurrentes de l'impérialisme allemand après le cycle de soixante-quinze ans de conflits ouvert par la guerre de 1871 qui a fait (provisoirement) de l'Allemagne et des Allemands nos ennemis héréditaires, en lieu et place des Anglais qui avaient tenu jusque-là ce rôle avec beaucoup de constance depuis la guerre de Cent Ans. Le souvenir des

guerres napoléoniennes reste en revanche vivace en Allemagne où on perçoit toujours *a priori*, aujourd'hui encore, les initiatives françaises, notamment en matière d'organisation de l'Union européenne ou de la zone euro, comme une tentative de rétablir le joug napoléonien sur l'Europe. Cela se matérialise notamment par l'usage régulier (et ironique) dans la presse allemande de l'expression « la grande Nation » (en français dans le texte) pour désigner notre pays. Une expression introduite en Allemagne par Goethe en 1795, mais totalement inusitée en France.

Le Zollverein, modèle de la construction européenne

Toujours est-il, donc, qu'avant 1871 les dizaines de principautés de statuts divers qui formeront ensuite l'Allemagne étaient restées pendant plusieurs siècles rassemblées dans le cadre du Saint-Empire romain germanique. Un ensemble politique, dont les liens étaient très lâches, dominé par la dynastie des Habsbourg, l'empereur d'Autriche-Hongrie. C'est Napoléon Bonaparte qui avait porté le coup de grâce à cette construction obsolète en exigeant sa dissolution par le traité de Presbourg de 1806 qui fit suite à sa victoire à Austerlitz. Par la suite les États allemands (sans l'Autriche) formèrent en 1834 un *Zollverein*, une union douanière autour de la Prusse, puissance montante dans la sphère germanique. L'unité allemande s'est ainsi construite sur un modèle très proche finalement de celui mis en œuvre en Europe à partir du traité de Rome en 1957 : le *Zollverein* visait en effet à unifier le marché intérieur allemand en harmonisant les règles douanières et fiscales.

Il y eut ensuite une première tentative d'unification politique dans le contexte du Printemps des peuples, la vague de

révolutions démocratiques qui balaya toute l'Europe en 1848. Une assemblée fut réunie à Francfort dans la Pauluskirche et elle établit alors une première Constitution. Mais cette initiative fut refusée par le roi de Prusse et les princes allemands, qui voulaient certes unifier l'Allemagne, mais certainement pas dans un cadre démocratique et parlementaire inspiré de la Révolution française. Elle fut étouffée dans l'œuf par la contre-révolution qui ensanglanta alors le Vieux Continent. Il fallut attendre ensuite l'affaiblissement définitif de l'Autriche suite à l'unification italienne et à la guerre perdue contre la Prusse en 1866 pour que celle-ci parvienne à parachever l'unité allemande sous sa direction à l'occasion de la guerre franco-allemande de 1870-1871.

Le *Kaiser*, le César, titre que prit alors le roi de Prusse porté à la tête du nouveau Reich allemand, dirigeait cet État de façon autoritaire et modérément démocratique (le parti social-démocrate sera notamment interdit de 1878 à 1890). Il s'efforça certes de centraliser son nouveau pays, mais il n'eut guère le temps d'aller bien loin dans cette direction avant la guerre de 1914-1918, qui va sonner le glas de son régime (et permettre le retour de l'Alsace-Lorraine à la France).

La République de Weimar mise en place après la défaite allemande est faible et hors d'état de promouvoir une centralisation quelconque. Ses dirigeants doivent en permanence faire face à l'urgence économique dans un pays exsangue et ruiné par les réparations colossales exigées par les Alliés victorieux. Une politique stupide, imposée, rappelons-le, par les dirigeants français de l'époque dans le cadre du traité de Versailles (nous l'avons généralement oublié, mais les Allemands eux s'en souviennent davantage), malgré les avertissements prémonitoires de l'économiste anglais John

Maynard Keynes et les réticences du président américain Woodrow Wilson. À peine remise de l'hyperinflation de 1923¹, la République de Weimar doit faire face aux conséquences de la crise de 1929. Comme chacun sait (bien qu'on semble l'avoir oublié actuellement), du fait de la montée massive du chômage due aux politiques d'austérité menées alors en Allemagne, comme en France et en Angleterre, elle n'y résista pas et Adolf Hitler prit le pouvoir en 1933. Mais, même lui, Autrichien d'origine, qui avait fait ses classes politiques en Bavière, ne misa pas uniquement sur Berlin : il organisa par exemple les « grandes messes » du parti nazi à Nuremberg en Bavière et non dans la capitale du Reich. Et, de toute façon, la guerre extérieure mobilisera rapidement toute l'attention et les ressources de son régime.

La République, un État décentralisé

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne est de nouveau amputée d'une part substantielle de son territoire avec la perte de la Prusse-Orientale et l'établissement de la frontière avec la Pologne sur la ligne Oder-Neisse. Mais, surtout, elle se trouve rapidement divisée en deux États correspondant d'une part aux zones d'occupation des puissances occidentales (États-Unis, France, Royaume-Uni) et d'autre part à la zone d'occupation soviétique. Dans ce contexte, l'ancienne capitale, Berlin, elle-même divisée entre Berlin-Ouest et Berlin-Est, se trouve enclavée en pleine zone d'occupation russe. En 1949, la zone d'occupation des pays occidentaux devient la République fédérale d'Allemagne. Même s'ils veulent absolument réunifier à

1. Voir p. 54.

terme le pays, les Allemands de l'Ouest eux-mêmes n'ont aucune envie de se doter d'un État central fort, après deux guerres mondiales qui ne leur ont apporté que ruines et morts. Et les puissances d'occupation ne veulent de toute façon pas entendre parler de la reconstruction d'un État allemand puissant, susceptible de déclencher un jour de nouveaux troubles en Europe. La nouvelle entité fait donc une large place aux dix *Länder* qui constituent alors cette République fédérale en leur reconnaissant d'importantes prérogatives, notamment en matière d'éducation, ainsi qu'un pouvoir étendu de blocage des régulations fédérales à travers leur représentation au sein du *Bundesrat*, le Sénat allemand, dont l'accord est indispensable dans de nombreux domaines en matière législative. Significativement, la capitale du nouvel État est installée dans une ville secondaire, Bonn (320 000 habitants), située le long du Rhin entre Cologne et Coblenze, qui n'avait jusque-là joué aucun rôle dans l'histoire allemande.

En 1989 la chute du mur de Berlin et la décomposition du bloc soviétique rendent possibles la réunification allemande. Celle-ci se réalise, en pratique, en intégrant purement et simplement les territoires de l'Est au sein de l'organisation préexistante de la République fédérale qui compte désormais seize *Länder*. Principale différence : Berlin redevient la capitale de l'Allemagne. Sur le plan des relations franco-allemandes, ce n'est pas cependant une différence mineure : au lieu d'être située à 200 km de la frontière française, la capitale allemande se trouve désormais à 800 kilomètres (et à 100 kilomètres en revanche de la frontière polonaise). Le centre de gravité politique du pays a basculé par la même occasion de l'ouest du continent vers l'Europe centrale et de la

Rhénanie catholique vers la Prusse protestante. Un passage de relais illustré par le fait qu'Angela Merkel, fille de pasteur du Brandebourg, la région qui entoure Berlin, a succédé à Helmut Kohl, originaire de Ludwigshafen en Rhénanie-Palatinat, à la tête de la CDU, le parti chrétien-démocrate.

Pas seulement une affaire d'institutions

Bref, les rois de France avaient déjà consacré quelque six cents ans à rogner les ailes de leurs nobles et à centraliser pouvoirs et richesses à Paris avant de passer le relais à Napoléon Bonaparte et aux républicains qui ont continué cette œuvre avec beaucoup d'énergie pendant quasiment deux cents ans de plus. Tandis que les Kaisers allemands n'ont guère pu consacrer à ce travail que quarante-trois années entre 1871 et 1914... Guère plus que les quelque quarante années que nous venons de passer à essayer – timidement – d'inverser la vapeur en décentralisant l'organisation des pouvoirs en France. Paradoxalement, ce qui fut longtemps perçu comme un retard ou un handicap – y compris aux yeux des Allemands eux-mêmes – se révèle au bout du compte un avantage décisif dans le contexte d'une mondialisation et d'une construction européenne où les petits États et les pays très décentralisés tirent nettement mieux leur épingle du jeu que les grands États centralisés comme la France ou le Royaume-Uni.

Ces histoires politiques très différentes se traduisent par des réalités de terrain qui demeurent elles aussi profondément distinctes. Tout d'abord l'unification linguistique est très loin d'être achevée en Allemagne : le *Hochdeutsch*, la langue qu'on apprend dans les cours d'allemand en France,

n'est en réalité qu'une langue officielle utilisée dans les circuits administratifs et les communications formelles des entreprises, mais, dans la plupart des cas, la langue de travail reste un patois régional qui diffère sensiblement de l'allemand officiel. Contrairement à ce qui s'est passé en France, cette question ne suscite guère de tensions politiques parce que personne n'a jamais cherché à éradiquer ces patois, dont la survie, assurée par la transmission familiale orale, n'apparaît pas vraiment menacée. En conséquence, personne ne juge nécessaire non plus de les enseigner spécifiquement dans les écoles ou de les faire reconnaître formellement comme langue officielle régionale.

L'Allemagne est aussi, nous y reviendrons, un pays plus de deux fois plus densément peuplé que la France, avec en moyenne 231 habitants au km² contre 114 chez nous¹. La Belgique ou les Pays-Bas le sont certes davantage encore, mais, parmi les grands pays de taille comparable, il n'y a guère que le Royaume-Uni qui soit (légèrement) plus dense, avec 255 habitants au km². Et surtout cette population est assez équitablement répartie sur le territoire. Sur les seize *Länder* allemands, deux seulement ont moins de 100 habitants au km² : le Brandebourg, autour de Berlin (mais sans Berlin) et le Mecklenbourg, au nord du pays. Les *Länder* les moins peuplés d'Allemagne sont d'ailleurs tous des *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Est qui ont connu, avant comme après la chute du Mur, une hémorragie de population... Tandis qu'en France, sur les 22 régions de métropole, 13, plus de la moitié donc, ont moins de 100 habitants au km²... Autre traduction de la même réalité : l'Allemagne compte 80 villes de plus de 100 000 habitants contre 41 en France

1. En France métropolitaine.

et 14 villes de plus de 500 000 habitants contre 4 dans l'Hexagone...

Au-delà de cet aspect démographique, le meilleur équilibre du territoire se traduit aussi par des différences marquées dans des domaines plus qualitatifs : la plupart des 103 universités allemandes ont un ancrage qui remonte au haut Moyen Âge dans les villes où elles sont implantées, tandis que nombre des 75 universités françaises ont été créées *ex nihilo* dans les années 1960 ou 1970.

Un pays dense mais équilibré

La production de richesse est elle aussi beaucoup mieux répartie géographiquement, même si la réunification a creusé les écarts. Si on met de côté les villes-États de Brême et de Hambourg, qui constituent un cas très particulier et n'ont pas leur équivalent dans l'organisation territoriale française, le *Land* allemand le plus riche, celui de Hesse, autour de Francfort, le centre de la finance allemande, génère en 2009 un PIB moyen de 35 200 euros par habitant, soit 1,8 fois plus que celui du Brandebourg, la région autour de Berlin. Ses habitants sont les plus pauvres d'Allemagne et n'ont produit chacun en moyenne que 19 600 euros de PIB en 2009. Si l'on ne s'intéresse qu'aux *Länder* de l'ex-Allemagne de l'Ouest, cet écart tombe même à 1,4 entre la Hesse et la Rhénanie-Palatinat, la région autour de Mayence. Et le PIB moyen par habitant de la Hesse ne représente jamais que 1,2 fois celui de l'Allemagne dans son ensemble. En revanche, en France, le PIB par habitant de l'Île-de-France, 47 800 euros par tête, pèse 2,1 fois plus que celui de la Picardie, 22 400 euros par habitant, la région la moins productive de France métropo-

litaine. Ce PIB par habitant de l'Île-de-France représente aussi 1,6 fois le PIB par tête moyen français.

Malgré quarante ans de décentralisation, on constate donc toujours une extraordinaire polarisation de la production des richesses autour de Paris, sans commune mesure avec ce qu'on observe en Allemagne, bien que la réunification y ait significativement creusé les écarts. L'ampleur des déséquilibres territoriaux français est aussi d'ailleurs une des explications majeures de l'une des différences les plus marquantes entre la France et l'Allemagne : le niveau des dépenses publiques. Sans ces dépenses publiques nettement plus élevées chez nous (11 points de PIB en plus en 2012) pour l'entretien des infrastructures, mais aussi pour fournir partout des revenus via les systèmes de protection sociale, nombre de territoires français ne pourraient pas tenir le choc tant ils manquent d'une « masse critique » pour fournir à leurs habitants des revenus suffisants de façon autonome par leur propre activité économique.

De par cette longue histoire de non-centralisation, l'Allemagne est un pays où on trouve quasiment partout sur le territoire une densité suffisante de capital financier et culturel, de sous-traitants et de services divers aux entreprises pour qu'il soit possible d'entreprendre dans de nombreuses branches d'activité sans rencontrer de difficultés insurmontables. Impossible en effet de faire cinquante kilomètres dans la campagne allemande sans buter sur une usine des plus modernes au fond d'une vallée improbable. Dans un tel contexte, il ne suffira pas cependant de copier en France les dispositifs institutionnels allemands pour espérer bénéficier du tissu industriel de notre voisin. Huit cents ans de centralisation ont vidé une grande partie du territoire français des richesses matérielles et, encore plus, immatérielles,

indispensables pour développer un tissu local d'entreprises performant, capable de jouer sa carte dans la mondialisation. Une fois enclenché, un tel mouvement est très difficilement réversible, car le développement local est loin d'être seulement une question d'argent ou de pouvoirs confiés aux collectivités décentralisées.

1.2. Un pays d'émigration sans colonies

Ce qui impressionne le plus les Français à propos de l'économie allemande, ce sont le plus souvent ses succès à l'exportation. Ils tiennent notamment au rapport très différent que les Allemands entretiennent au reste du monde. Une attitude qui plonge ses racines dans l'histoire de l'Allemagne, pays d'émigration, longtemps dépourvu d'un État puissant et qui n'a quasiment jamais eu de colonies.

L'Allemagne, on l'a dit, est plus de deux fois plus densément peuplée que la France. Sa population est aussi significativement plus importante que la nôtre : 82 millions de personnes en 2012 contre 66. Il n'en a cependant pas toujours été ainsi. La France a très longtemps été, et de loin, le pays le plus peuplé d'Europe. Au ^{xiv}^e siècle, on dénombrait à peu près 20 millions de Français pour 12 millions d'Allemands. En 1750, il y avait encore 25 millions de Français pour 17 millions d'Allemands.

Mais, à partir de 1850, la population allemande a dépassé la population française : la France a été en effet l'un des premiers pays industrialisés à entrer dans la « transition démographique », le moment où les femmes se mettent à avoir moins d'enfants. Depuis le ^{xviii}^e siècle, elle a connu une croissance de sa population particulièrement lente com-

